

Système métrique

● (2010)

Ce qui est plus révélateur encore dans tout le débat, c'est le comportement du ministre sans portefeuille (M. Horner) de Crowfoot. Quel rôle joue-t-il dans cette comédie? Les députés se souviendront qu'il était censé soustraire les céréaliculteurs au système métrique quand il est rentré dans les rangs des libéraux. Il est juste de signaler qu'il n'a pas fait de discours à la Chambre sur le bill à l'étude. Il a fait un peu de bruit au comité . . .

M. McKinley: Il est muselé maintenant.

M. Mazankowski: . . . mais comme mon collègue le signale, on l'a muselé. Où est-il aujourd'hui? Que fait-il au sujet des intentions du gouvernement qui veut faire adopter le projet de loi, sans prendre le moindre engagement ni rien modifier? Le ministre sans portefeuille a préféré garder le silence. On ne peut en conclure qu'il n'a pas suffisamment d'influence sur le gouvernement pour le convaincre de retirer le bill, d'accepter notre amendement ou de laisser le projet en plan. Maintenant que le ministre est sous l'emprise du gouvernement, celui-ci semble très content que le bill ait été présenté à deux reprises. Le gouvernement semble jouer avec le ministre comme avec un yo-yo. Jeudi dernier, il était à la Chambre. Il a écouté mais n'a pas osé participer au débat. On se demande bien pourquoi il parle si peu maintenant et pourquoi il n'a pas l'influence dont on avait fait si grand cas au moment où il est passé aux libéraux. Pourquoi ne dit-il rien car, comme tout le monde le sait, ce n'est pas son habitude de garder le silence sur un sujet qui concerne les Canadiens de l'Ouest.

M. Andre: Sur n'importe quel sujet.

M. Mazankowski: Sur n'importe quel sujet, à vrai dire. Je suis déçu du ministre de Crowfoot parce qu'il n'a pas tenu la promesse qu'il avait faite aux producteurs de l'Ouest. Il les a abandonnés à leur sort et je suis désolé pour lui que le gouvernement lui ait joué ce sale tour. Je suis sûr que sa déception doit être grande.

Le gouvernement a épuisé toutes les mesures législatives au programme et il essaie maintenant de nous présenter les brouilleries qui restent. Mais, il semble fermement résolu à faire adopter ce bill, malgré les fortes réticences et l'opposition grandissante qu'il suscite dans tout le pays. J'ai déjà dit dans un de mes discours que cette loi était plus une coercition qu'une conversion au système métrique et, si elle est adoptée et appliquée au secteur céréalier et à d'autres secteurs, les agriculteurs vont finir par parler de confusion métrique. Le fait est que cette conversion est complètement inutile dans l'industrie céréalrière. Cela va coûter cher et compliquer beaucoup la vie aux producteurs de l'Ouest.

Ce qui est grave et ce qui m'inquiète beaucoup, c'est qu'une fois de plus, le gouvernement n'a pas tenu compte des désirs de la majorité. Cela me déçoit et m'attriste vraiment. A mon avis, cette mesure va à l'encontre des intérêts de notre démocratie parlementaire. Elle n'est pas faite pour susciter et entretenir la confiance dans notre forme de démocratie parlementaire. Car

[M. Mazankowski.]

il est impossible de nier que la conversion au système métrique dans le secteur céréalier suscite une vive opposition de la part des agriculteurs concernés.

Je l'affirme malgré ce que les organismes agricoles ont déclaré au comité en public. J'ai fait remarquer dans mon discours de la semaine dernière qu'un organisme agricole avait décidé d'informer ses membres au cours du mois de mars 1977. Le bill devait être adopté le 1^{er} février 1977. Voilà qui montre bien que les organismes agricoles n'ont pas consulté les producteurs qu'ils représentent. Ils ont pris leur consentement pour acquis.

Il n'est pas étonnant, dans le cas d'une question aussi importante et vitale que celle-ci, que l'on s'y intéresse. On a fait bien des comparaisons et bien des observations sur les répercussions qu'aurait la conversion au système métrique dans l'Ouest du Canada. Un grand nombre ont prétendu que le système que nous utilisons actuellement fait partie intégrante de la culture occidentale et que ce changement entraînerait bien des désordres dans le système d'arpentage et dans notre mode de vie. Il n'est pas étonnant qu'un texte législatif qui touche une partie aussi importante de la population canadienne suscite une attaque contre nos institutions parlementaires. Bien des gens disent: "Eh bien, ces types qui siègent à Ottawa font tout ce qu'ils veulent, ils n'écoutent personne". C'est ce qui s'est passé pour la conversion au système métrique. Un grand nombre de producteurs se sont résignés au système métrique, c'est un fait accompli, on n'y peut rien et il faut faire contre mauvaise fortune bon cœur.

Au tout début, nous de ce côté-ci de la Chambre, avons fait valoir que la conversion devrait être entreprise par voie législative. Je rappelle aux députés que c'est le premier texte de loi qui ait jamais été proposé à la Chambre au sujet de la conversion au système métrique. Le député de Winnipeg-Sud-Centre (M. McKenzie) a déclaré que notre position était évidemment responsable, et que si on doit nous imposer un changement très important, on devrait le faire par la loi et non par décret du conseil.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Il n'est pas étonnant que l'on manifeste autant de cynisme à l'égard du Parlement, des députés et de nos institutions.

M. Paproski: En particulier à l'égard du gouvernement actuel.

M. Mazankowski: Une grande partie de ce cynisme est suscité par l'attitude du gouvernement actuel, par son arrogance et par sa façon de diriger les affaires du pays. Il n'est pas étonnant que l'on se méfie de ce que nous faisons ici et de la façon dont nous le faisons. Il n'est pas étonnant qu'il y ait des soupçons. Nous n'avons pas les moyens de nous offrir cela par les temps qui courent. La liberté parlementaire est quelque chose qu'il faut chérir, préserver et défendre de toutes nos forces.